

leurs moutons et si nous avons une belle saison nous ferons une exportation importante l'année prochaine. Il importe donc, dans l'intérêt du pays, que nos moutons ne soient pas atteints de maladie, car s'ils sont frappés d'exclusion en Angleterre, il faudrait les abattre, et cela en diminuerait considérablement la valeur. Je sou mets donc que nous devrions prendre toutes les précautions possibles, et cela en temps opportun, pour prévenir l'exclusion de nos moutons du marché anglais.

M. MONTAGUE : Il ne saurait certainement y avoir aucune objection à l'adoption de la motion de l'honorable député. Le gouvernement sait apprécier l'intérêt que l'honorable député (M. Featherston) prend dans cette question, et je puis lui dire que le département de l'Agriculture s'applique attentivement à protéger notre exportation de moutons contre toute maladie dangereuse pouvant venir des Etats-Unis. Je crains cependant—et l'honorable député connaît probablement les faits dont je veux parler—que le sentiment grandement répandu aujourd'hui parmi les cultivateurs anglais qui désirent se protéger contre les importations étrangères, ait fortement contribué à éveiller des soupçons sur notre exportation de moutons, de même que cela a beaucoup contribué à amener l'accusation allant à dire que nos troupeaux étaient atteints de pleuro-pneumonie.

L'honorable député (M. Featherston), qui a sans doute suivi la discussion faite dans la presse à ce sujet, a remarqué que le *Mark Lane Express*, il y a quelque temps, tout en félicitant M. Gardner, le président du conseil de l'Agriculture, de s'occuper énergiquement de protéger le commerce du bétail anglais contre la concurrence des importations du Canada, va jusqu'à recommander au département de l'Agriculture de compléter l'œuvre si bien commencée relativement à l'importation du bétail, et il découvre que le mouton canadien est atteint de maladie, afin de l'exclure du marché anglais, comme l'on a fait du bétail.

Il n'y a pas de doute qu'il existe chez les éleveurs anglais de bétail et de moutons, le désir de voir exclure nos produits, et je crains que l'on ne fasse contre nos moutons les mêmes tentatives que l'on a faites contre notre bétail. Je puis cependant assurer à mon honorable ami que nous sommes heureux d'avoir son concours, comme homme pratique, dans nos efforts pour protéger notre commerce de moutons contre tout danger possible.

M. McMULLEN : C'est sans doute une question très importante, et malgré les déclarations du représentant du ministre de l'Agriculture dans cette Chambre, à l'effet que le gouvernement est prêt à protéger le plus possible nos troupeaux de moutons, nous regrettons de devoir dire, et l'expérience a prouvé, que le gouvernement ne s'est pas montré aussi empressé à protéger notre bétail.

M. MONTAGUE : Oh ! oui.

M. McMULLEN : Non. L'expérience nous montre que le gouvernement a négligé son devoir à ce sujet. Il a été prouvé clairement que durant des années, le gouvernement a toléré sciemment des violations de la loi.

M. MONTAGUE : Nous discuterons cela plus tard.

M. McMULLEN : Il en est résulté qu'aujourd'hui le bétail canadien est exclu du marché anglais.

M. MONTAGUE : Non.

M. McMULLEN : L'honorable ministre n'est pas renseigné lorsqu'il dit non. La raison pour laquelle, dit-il, on s'oppose au bétail canadien en Angleterre, c'est que le peuple anglais désire s'assurer le plus grand marché national possible pour ses produits. L'honorable député ignore peut-être les effets désastreux de l'introduction en Angleterre des animaux atteints de maladie ; et il n'y a rien d'étonnant dans le sévère examen que l'on fait de nos exportations. Les Anglais veulent préserver leurs propres troupeaux, et si le gouvernement se fut efforcé de gagner la confiance du gouvernement anglais à ce sujet nous ne serions pas aujourd'hui exposés au danger qui nous menace.

A six heures la séance est suspendue.

### Séance du soir.

M. McMULLEN : L'objet de l'honorable député de Peel, en faisant cette motion, est d'assurer la protection de nos moutons contre la contagion en permettant l'introduction du mouton américain dans le pays pour être exporté sur le marché anglais comme mouton canadien.

Il a déclaré à la Chambre, et sa déclaration est appuyée par les documents officiels, qu'il a été importé au moins 30,000 moutons des Etats-Unis au Canada et exporté de ce pays sur le marché anglais comme moutons canadiens. La Chambre comprendra facilement quel risque immense court le Canada en permettant que l'on nuise ainsi à ce commerce encore dans son enfance. Est-il possible que le gouvernement ne veuille pas voir ces faits ? Si on laisse subsister cet état de choses, le cultivateur canadien sera menacé d'être placé, sur le marché anglais, dans une position aussi mauvaise, ou pire que celle du cultivateur américain. Nous savons que les Américains sont de grands exportateurs de moutons, non seulement en Angleterre, mais dans d'autres pays et nous savons qu'une grande partie de ces exportations se fait sous la forme de mouton congelé. Est ce trop demander au gouvernement de faire des efforts pour protéger cette grande et importante industrie, si nous considérons les immenses ressources de notre Nord-Ouest en ce qui se rattache au développement du commerce d'exportation des moutons ? Nous savons qu'il y a là un champ illimité pour la production du mouton ; et allons-nous permettre que les troupeaux américains se mêlent aux nôtres au point d'en affecter la pureté et de neutraliser ou de ruiner ce commerce important, aujourd'hui à son début.

Je regrette beaucoup que, dans cette Chambre, nous n'ayions pas comme ministre de l'Agriculture un cultivateur d'expérience. Celui qui est censé diriger ce département est confortablement installé dans l'autre Chambre, hors de l'atteinte des interpellations et l'honorable monsieur qui le représente ici n'est pas, non plus, un cultivateur d'expérience. Je suis sûr qu'il y a, dans les rangs de ce parti là, plusieurs cultivateurs intelligents qui rempliraient avec habileté les fonctions de ministre de l'Agriculture. Comment se fait-il que, pour surveiller cette industrie importante, la plus importante du pays,